CONFÉRENCE DES PRÉFETS
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Pour diffusion immédiate

Communiqué de presse

Cri du cœur de l'Abitibi-Témiscamingue :

Une étude révèle un déficit fiscal annuel estimé jusqu'à 822 M$ avec Québec

Abitibi-Témiscamingue, le 9 mai 2025 – Chaque année, l'Abitibi-Témiscamingue verse davantage au gouvernement du Québec qu'elle n'en reçoit en retour. C'est ce que révèle une étude menée par Aviseo Conseil et qui fait état d'un déficit fiscal annuel estimé entre 666 M$ et 822 M$ par rapport à la contribution de la région au trésor public. Si rien ne change, ce déséquilibre pourrait atteindre 6,7 G$ sur 10 ans.

À la lumière des données révélées par l'étude, une réalité s'impose : l'Abitibi-Témiscamingue contribue massivement à l'économie du Québec, mais demeure structurellement désavantagée par une redistribution inéquitable des fonds publics. Le sous-financement chronique des infrastructures, jumelé à un appui gouvernemental insuffisant, freine son essor, affaiblit son attractivité et hypothèque son avenir démographique.

« Notre région a tout pour contribuer activement au Québec de demain : une économie forte, un potentiel humain immense. On travaille fort pour faire de notre région un milieu de vie vivant et structurant et on ne veut pas décourager nos citoyens, actuels et futurs, par un sous-financement de nos infrastructures publiques. Mais pour poursuivre sur cette lancée, il faut que l'État reconnaisse notre apport et nous donne les moyens de nos ambitions. On ne demande pas un privilège, on demande d'être traités à la hauteur de ce que l'on rapporte. C'est une question d'équité. », affirme Jaclin Bégin, président de la Conférence des préfets de l'Abitibi-Témiscamingue et préfet de la MRC d'Abitibi-Ouest.

Un déséquilibre qui freine la croissance

Malgré une économie parmi les plus productives du Québec, la région évolue dans un cadre déséquilibré qui limite son plein potentiel. En effet, l'Abitibi-Témiscamingue se distingue par un niveau de productivité du travail de 25 % plus élevé que la moyenne québécoise, un taux de chômage parmi les plus bas et une capacité d'attraction d'investissements étrangers supérieure à son poids économique.

Pourtant, comme l'indique l'étude, 80 % des investissements en immobilisation dans la région

proviennent du secteur privé, signe d'un soutien public largement insuffisant. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les besoins en infrastructures publiques sont criants et que la région fait face à un déclin démographique projeté de plus de 3 % d'ici 2050, contrairement à la majorité du Québec où la population devrait augmenter de plus de 9 %.

L'étude : en bref

- Le déficit fiscal annuel est estimé entre 666 M$ et 822 M$, selon les méthodologies :
  - En 2023, la région a reçu entre 893 M$ et 1 049 M$ en dépenses et transferts du gouvernement du Québec.
  - Les entreprises privées de l'Abitibi-Témiscamingue génèrent 1 715 M$ en revenus fiscaux pour le gouvernement du Québec.
- Ce déficit fiscal pourrait atteindre 6,7 G$ sur 10 ans;
- Les activités du secteur privé dans la région génèrent plus de 10 G$ en retombées économiques pour l'ensemble du Québec;
- Le PIB par emploi atteint 143 615 $, soit 25% au-dessus de la moyenne québécoise;
- La population régionale diminuera de 3,3 % d'ici 2050, alors que celle du Québec augmentera de 9,4 %.

Les élus de l'Abitibi-Témiscamingue envoient un message sans équivoque : le statu quo n'est plus acceptable et il est urgent d'agir. Le sous-financement chronique dont souffre la région doit être renversé et cela passe par la volonté politique.

Ce déséquilibre touche bien plus que les budgets. Il érode la confiance, freine les ambitions locales et mine la capacité des communautés à se projeter dans l'avenir. Ce que demandent les préfets, c'est un rééquilibrage. Un geste fort, cohérent avec la promesse d'un Québec où chaque région peut contribuer pleinement et obtenir en retour les moyens de ses ambitions.

L'étude parle d'elle-même. À présent, c'est au gouvernement de répondre.

Le rapport complet est disponible en ligne.

Citations

« Le déséquilibre fiscal dénoncé dans cette étude a des conséquences bien réelles. Attirer et retenir des familles devient un défi quand les infrastructures vieillissent et que les services publics ne suivent pas. Rouyn-Noranda est un moteur socioéconomique régional important, mais pour continuer à se développer, elle a besoin d'un appui à la hauteur de sa contribution.»

-Diane Dallaire, préfète de la Ville/MRC de Rouyn-Noranda

« Au Témiscamingue, l'industrie forestière fait vivre nos communautés, mais elle est avant tout essentielle à l'économie du Québec, tout comme les gens qui exploitent la ressource de manière durable. L'industrie forestière est le deuxième secteur en nombre d'emplois au Québec - 66 000 emplois dont 6 000 dans la région montréalaise – et contrairement à d'autres secteurs d'activité, les emplois chez nous ne sont pas délocalisables, nous sommes liés au

territoire! Cette richesse contribue grandement aux revenus de l'État, et pourtant, nos services sont précaires. Ce n'est pas la géographie qui isole notre région, c'est le manque de reconnaissance dans les choix budgétaires actuels.»

-Claire Bolduc, préfète de la MRC de Témiscamingue

« Chez nous à Amos, l'hôpital attend toujours son agrandissement. Nos routes se dégradent. Les besoins sont connus, identifiés, mais rien ne bouge. L'avenir du Québec ne peut pas se construire en oubliant des régions comme la nôtre qui l'alimentent et le soutiennent sans rien recevoir en retour. On ne demande pas la charité. On demande l'équité. On demande que le gouvernement reconnaisse la grande contribution de l'Abitibi-Témiscamingue à l'économie du Québec. »

-Sébastien D'Astous, préfet de la MRC d'Abitibi

« La Vallée-de-l'Or est notamment portée par l'industrie minière, qui fait rouler l'économie locale ainsi que celle du Québec. Pourtant, tandis que Québec perçoit les redevances, nous demeurons bien en-deçà de l'investissement requis pour maintenir nos infrastructures qui dépérissent faute d'un appui adéquat : pénurie de logements, rareté marquée de places en garderie, routes en mauvais état et plus encore. Le gouvernement du Québec ne peut continuer à tirer profit de nos ressources sans assumer pleinement sa part d'investissement dans nos milieux de vie.»

-Céline Brindamour, préfète de La Vallée-de-l'Or

LA CONFÉRENCE DES PRÉFETS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

La Conférence des préfets de l'Abitibi-Témiscamingue regroupe la Ville de Rouyn-Noranda et les quatre territoires de MRC de la région, qui compte 148 500 habitants et se compose de 63 municipalités. L'organisme se positionne depuis 2015 comme le principal interlocuteur régional pour les gouvernements fédéral et provincial. La CPAT documente, se positionne et fait la promotion active des intérêts de la région de l'Abitibi-Témiscamingue dans une perspective de développement durable et d'occupation dynamique du territoire.

Pour tout renseignement

Maxime Bordeleau
Coordonnateur, TACT
Cellulaire : 819 698-3105
mbordeleau@tactconseil.ca

Source

Dominique Parent Manseau
Directrice de la Conférence des préfets de l'Abitibi-Témiscamingue
Téléphone : 819 710-2728, poste 202
Cellulaire : 819 354-6169